

Ex-FEN, d'une crise faire du neuf

Entretien avec Daniel LE BRET, Secrétaire Général du SNUIPP, élu de la tendance UA (Unité et Action) dans l'ex SNI-PEGC, et Danièle CZALCZYNSKI, Secrétaire Générale Adjointe, élue de la tendance EE (Ecole Emancipée) au BN de l'ex SNI-PEGC.

Le Congrès de la FEN, fin 1992, a achevé la scission organisée par la direction UID de la FEN (cf «Pas de surprises»). Les unitaires de l'ex-FEN (toutes les forces : syndicats, tendances, opposées à cette scission), regroupés dans les CLU¹ sont maintenant confrontés à de multiples problèmes d'orientation : que faire, que construire ensemble? (cf «Travaux pratiques: Quel fédéralisme?»). Le cas du SNUIPP² est particulier. Il doit se construire dans un champ de syndicalisation (les instituteurs, et en collègue les PEGC) où les forces qui l'animent (les tendances Unité-Action et Ecole Emancipée) étaient minoritaires nationalement dans l'ex-SNI.

1. CLU : Comités de Liaison Unitaires
2. SNUIPP : Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs d'écoles et Pegc (ex SNI-maintenu mais qui, suite à un procès intenté par le Syndicat des Enseignants de la FEN, n'a plus droit à l'appellation SNI)

COLLECTIF : *A partir d'une réaction contre les projets UID, comment en êtes-vous arrivés à la construction en commun d'une nouvelle organisation syndicale ?*

Danièle CZALCZYNSKI : Dans la bataille contre l'exclusion du SNES et du SNEP (et du SNETAA), il fallait maintenir ce qui faisait l'identité du SNI-PEGC et de la FEN : un cadre unitaire pour tous les personnels, et le pluralisme. Cette volonté a été testée dans nos réactions communes contre la rupture opérée par UID.

Daniel LE BRET : UID proposait la division et l'éclatement de la FEN; nous avons choisi une voie permettant le maintien de l'unité. Nous y sommes attachés, et, avec le SNES, le SNEP, le SNETAA et d'autres syndicats regroupés dans les CLU, nous sommes aujourd'hui en train de reconstruire une nouvelle unité de la profession.

Ce choix (une nouvelle organisation, en commun) n'a pas dû aller sans contradiction dans vos tendances respectives ...

DLB : Nous ne savions pas comment la profession allait apprécier l'opération du SE (Syndicat des Enseignants), initiée en cachette. Nous avions le souci de ne pas être coupés de l'ensemble de cette profession. Les UID pensaient qu'en appuyant sur l'opposition profs-instituts, ils pourraient diviser UA-SNI et UA-SNES, mais une vision plus fédérale l'a finalement emporté dans UA. Instituée au nom de la lutte contre l'«anti-FEN», l'opération UID se solde par un bilan très anti-fédéral : la FEN a explosé. Le SNI, qui perdait peu à peu son leadership dans l'ex-FEN, l'a retrouvé avec le SE dans ce qui reste de la FEN.

DC : Nous ressentions fortement à l'EE la contradiction entre l'attache-

ment à un cadre syndical unitaire et pluraliste, pour l'unité des personnels, et l'évolution d'UID faisant de la FEN et du SNI-PEGC un outil de moins en moins adapté aux batailles à mener, s'éloignant de l'indépendance syndicale, de plus en plus identifié à la politique ministérielle. Face à cela, de nombreux syndiqués se détournaient du syndicat. Dans l'EE, la rupture imposée par UID a fait resurgir les contradictions que nous avons pu accumuler par rapport à UA sur les pratiques et les structures syndicales. Des camarades de l'EE ont estimé que c'était l'occasion de proposer aux personnels un cadre syndical proche des conceptions de l'EE, mais animé essentiellement par l'EE. Minoritaire dans l'EE, cette position a pris forme dans trois départements (le 76, le 63, et le 29) : constitution de syndicats de l'éducation départementaux intercatégoriels, avec ou non la possibilité de double appartenance (à ce syndicat ou à un autre). A mon sens, ceci (qui ajoute à la multiplicité syndicale...) pose problème par rapport à une perspective de rassemblement des personnes opposées à la scission, dans un cadre commun mais pluraliste, avec débats, où plusieurs conceptions doivent trouver un modus vivendi : la logique SNUIPP.

Sur quels thèmes comptez-vous vous développer ?

DLB : Après le Congrès FEN de Perpignan, on tourne la page de l'affrontement interne avec le SE. Le SE a cassé le mouvement fédéral, on veut le reconstruire : rassembler dans un syndicat et donner une démarche fédérale, à partir de la prise en compte des problèmes des personnels.

DC : Ainsi notre première initiative publique, avec d'autres syndicats de l'éducation et l'UNEF-ID, porte sur la défense et la transformation du service

public d'éducation : des garanties de conditions de travail et de rémunération pour les personnels, et un service public adapté aux besoins éducatifs de la société, pour que tous les jeunes puissent y trouver leur place de citoyens. A la veille des élections, nous ne roulons pour aucun parti ou gouvernement, nous voulons dire haut et fort les revendications nécessaires pour un développement démocratique du service public d'éducation.

Comment va «fonctionner» le SNUIPP?

DLB : Une chose est sûre : on ne recommencera pas le fonctionnement «blindé» en tendances de la fin de la crise de la FEN. Ça n'a pas toujours été comme ça : le débat en tendances a, à un moment donné, permis de faire avancer tout le syndicat. Puis les UID sont devenus des chefs de clan, tout s'est bloqué. Une confiance : en plein dans la crise de la FEN, j'ai proposé entre autres choses à Barbarant (alors secrétaire du SNI) une direction hétérogène pour lever certaines impossibilités de fonctionnement; refus immédiat. Dans le SNUIPP on initie un fonctionnement pluraliste à tous les niveaux. Comment résoudre des difficultés quand il y en a entre nous? Ce qui a été fait pour notre Congrès en Décembre peut être une piste. On a identifié des points de convergence et de divergence, et ça a été aux syndiqués de trancher. N'oublions pas les gens qui ne se reconnaissent dans aucune tendance : ils doivent avoir toute leur place dans le syndicat.

DC : A l'EE on est très attaché à l'idée des tendances, mais surtout pas à leur fonctionnement caricatural qui a tué l'idée de pluralisme. Mais il faut préserver un pluralisme d'expressions : soit de courants ponctuels, soit de courants dont l'orientation est plus globale. Reste à savoir comment les tendances influencent l'orientation syndicale, la constitution des équipes militantes à tous les niveaux. On essaie maintenant dans le SNUIPP quelque chose de nouveau : des exécutifs hétérogènes, entre des militants venant de tendances différentes qui tentent de construire une même organisation en cernant leurs points de divergence et en permettant aux syndiqués d'en débattre. On tirera le bilan en Juin à notre Congrès. On ne veut plus d'un fonctionnement caricatural, on sera probablement amené à inventer du nouveau.

On devait dans de nombreux départements reconstruire des cadres syndicaux, des lieux de débat pour les syndiqués refusant la scission. On ne voulait pas proclamer une nouvelle organisation, on voulait partir de la réalité, ne pas trancher des débats non menés, ne pas les confisquer entre «spécialistes». D'où, en décembre, un Congrès de reconnaissance de notre réalité nationale, pas de fondation. Le débat sur les statuts, on doit l'avoir maintenant, pour notre vrai Congrès fondateur en Juin, qui tranchera.

Où en sont vos rapports avec le ministère de l'Education ?

DLB : Il tente de sauver le SE (Syndicalisme d'Etat...). Le SNUIPP, 30.000

adhérents, n'est toujours pas reçu par le cabinet : c'est de la folie pure et simple. Pas pour nous donner raison, mais simplement pour entendre notre point de vue. Le ministère oublie que l'opinion de nos collègues est pluraliste. De même, le ministère tente avant de s'en aller de manoeuvrer pour que toutes les voix obtenues par tous les élus de l'ex-SNI aux CAPD soient reportées sur le seul SE. 450 élus paritaires se reconnaissent aujourd'hui dans le SNUIPP : on leur dit que leur représentativité n'existe pas, que le point de vue de leurs électeurs donc n'existe pas !

DC : Nous avons demandé lors de notre Congrès en Décembre des élections paritaires anticipées : le ministère s'y refuse sous des prétextes techniques; il cède aux pressions du SE qui craint le verdict des personnels en termes de représentativité. Leur crainte, au delà du SE, c'est que l'opinion publique se rende compte que la FEN n'est plus majoritaire chez les enseignants, comme viennent de le montrer les élections pour la CAPD en Dordogne; nous y avons deux élus sur cinq, ce qui confère à l'union SNES-SNEP-SNETAA-SNUIPP la majorité dans le Comité Technique paritaire.

Et vos relations avec les autres syndicats ?

DLB : Notre formule, c'est : sans exclusive ni partenaire privilégié. On s'adresse à tous, par exemple pour la manifestation nationale du 7 Février pour le service public d'éducation.

Congrès de la FEN à Perpignan... Pas de surprises..

Comme cela avait été annoncé, le congrès de la FEN a procédé à une profonde réforme statutaire. Elle a été précédée de l'exclusion du SNES et du SNEP, et d'une refonte des champs de syndicalisation assurant une place déterminante au Syndicat des Enseignants nouvellement créé; il peut syndiquer tous les enseignants de la maternelle au lycée inclus. De ce fait, le SNETAA, syndiquant ceux des lycées professionnels, avait le «choix» entre disparaître dans le SE ou quitter la fédération. Il a finalement choisi cette dernière «solution».

Les réformes statutaires ont eu pour objet principal de réorganiser la fédération, amputée de près de la moitié (sans doute plus...) de ses adhérents théoriques. Cependant, dans le préambule aux statuts, les exclusives à l'égard d'une partie du mouvement syndical sont explicitement introduites, en contradiction complète avec ce qui a fondé la FEN en 1948.

De la même façon, le droit de tendance a purement et simplement disparu, l'organigramme prévoit de multiples structures-écran, avant d'arriver à la direction (qui n'est plus élue directement par les syndiqués) et les statuts prévoient explicitement les exclusions.

Enfin, il est à souligner que sur le terrain de la recomposition syndicale, une inflexion importante a eu lieu en direction du syndicalisme autonome, au détriment d'un axe privilégié avec la CFDT. C'est sans doute la seule surprise issue de ce congrès (malgré des signes annonciateurs).

Pour ceux qui se sont opposés aux exclusions et aux normalisations dans la FEN, la fédération issue de ce congrès n'a plus rien à voir, ni sur la forme ni sur le fond, avec ce qu'a incarné la FEN

DC : Nous ne sommes ni le SE, ni le SGEN, ni FO, mais nous ne ménageons pas nos efforts pour favoriser l'action commune, en nous adressant à tous les militants de ces organisations, ou à tous ceux qui se reconnaissent en elles. Parce qu'on a l'espoir de se retrouver un jour dans une même organisation commune et pluraliste. A la différence du SE, nous ne nous satisfaisons pas de la division, nous la théorisons encore moins.

DLB : Dans une perspective fédérale, nous restons dans l'ancien champ de la FEN, l'enseignement, la recherche et la culture. Dans ce cadre nous allons créer une nouvelle fédération, avec dépôt de statuts préalables pour revendiquer notre représentativité; puis avec les personnels nous discuterons du contenu de cette fédération : un débat ouvert, car on a des points de vue différents, mais avec la volonté nouvelle de ne pas violer l'avis de tel ou tel syndicat, de tel ou tel syndiqué. Un nouveau fédéralisme qui intègre tous les points de vue sans trancher a priori : on ne se cache pas les difficultés de représentation, d'hégémonie, de relation entre la fédération et les syndicats. Mais nous sommes convaincus que si nous partons de préoccupations qui ne sont pas extérieures aux syndiqués, on peut aboutir.

DC : Nous sommes tous d'accord sur l'idée d'une fédération : personne ne veut un syndicat catégoriel autonome. Mais nous avons un débat sur le fédéral : sur les liens entre le fédéral et les syndicats nationaux, sur la façon de définir les convergences, sur la mise en oeuvre de structures fédérales de base (pour que la fédération ne soit pas un supplément d'âme, mais soit partie prenante de la vie syndicale de tous les syndiqués). Il y a discussions, divergences sur tout cela, mais le point de convergence sera probablement la possibilité de définir un cadre où cette discussion se poursuive, un cadre viable pour les uns et les autres.

Propos recueillis par
Pierre-Yves REBERIOUX

Travaux pratiques : Quelle fédération ?

L'année 1992 a été marquée par l'éclatement de la FEN : pour tous ceux qui se sont opposés aux exclusions et à la fin d'un cadre syndical pluraliste se pose aujourd'hui la question de la construction d'une nouvelle fédération.

Une chose est de travailler ensemble pour empêcher que ne soit cassé un outil syndical pluraliste, autre chose est de s'inscrire dans une logique de construction d'un cadre syndical commun. La situation des unitaires serait aujourd'hui éclatée si n'avaient pas existé les CLU (Comités de Liaison des Unitaires). Mais si ceux-ci sont adaptés à un contexte de débat interne, ils ne sont plus suffisants pour assurer l'existence d'un cadre fédéral.

La première question posée aux unitaires est donc de savoir comment fédérer tous ceux qui se sont opposés à l'éclatement de la FEN. Cette question intervient dans un contexte où la notion même d'autonomie du mouvement syndical dans l'éducation nationale est remise en cause. Celle-ci s'est «historiquement» justifiée parce que ce choix avait permis de sauvegarder l'unité syndicale dans ce secteur. L'éclatement de la FEN remet en cause cette situation. En même temps, cela soulève de tels débats qu'il serait illusoire de voir des solutions immédiates émerger. Mais cela doit interroger l'ensemble du mouvement syndical, notamment dans la Fonction Publique.

Deuxième question : dans le cas du choix d'une fédération recouvrant les champs actuels de la fédération (éducation, recherche, culture; et ce choix semble, dans l'immédiat, se confirmer), quelle conception a-t-on de la structuration d'une fédération ? Plusieurs conceptions existent parmi les unitaires, notamment autour de l'articulation entre les structures fédérales et les syndicats nationaux (de catégorie, pour l'essentiel). Certains préconisent une fédération où soit possible l'adhésion directe et où, à terme, les structures fédérales l'emportent sur les syndicats (sans contrainte réglementaire, mais du point de vue de l'activité syndicale). D'autres sont favorables à une fédération de syndicats nationaux, où l'adhésion à la fédération n'est que la résultante d'une adhésion

à un syndicat. Entre ces deux pôles, d'autres optiques existent, et au-delà de ces divergences, reste posé le problème de solutions «intermédiaires», le dosage étant alors le fruit de savants équilibres.

La troisième question est celle du fonctionnement démocratique. Elle est bien sûr décisive car pose tout le problème de la viabilité d'un cadre pluraliste. Tout le monde semble attaché au respect du droit de tendance, mais ses modalités d'exercice font débat. L'un des aspects essentiels se retrouve au niveau de la désignation des directions syndicales. Celles-ci sont-elles élues sur la base d'une consultation directe des syndiqués par les structures fédérales, et avec répartition proportionnelle sur la base des différentes orientations soumises au vote ? Ou y a-t-il panachage entre une représentation des structures syndicales fédérales et des syndicats (type 50% sections fédérales et 50% syndicats nationaux) ? Dans la lignée du fonctionnement démocratique, la question du mode d'association - et jusqu'à quel point - des minoritaires à la vie syndicale est posée, exprimant la volonté de rompre avec un certain parlementarisme des tendances dans la FEN (qu'avait entretenu, voire favorisé la direction fédérale).

Enfin, un autre débat est soulevé sur la démarche de préparation d'un congrès constitutif. Comment à la fois amorcer un processus de congrès constitutif permettant à tous les syndiqués d'en être partie prenante (donc qui laisse toutes les questions ouvertes) et en même temps offrir des garanties dès le départ pour que les statuts adoptés dans ce congrès constitutif soient acceptables par tous (à défaut de recueillir leur accord) ?

Toutes ces questions, et bien d'autres encore, sont posées. Ainsi la question des «risques d'hégémonies» dans la fédération est évidente, surtout à l'issue d'un éclatement fédéral lié à la volonté politique d'un seul courant. Aucune des réponses n'est évidente et le débat avec les autres composantes du mouvement syndical doit être source de nombreux enrichissements mutuels. D'autant que ses enjeux concernent l'ensemble du mouvement syndical.

François CASTAING

SALVADOR, un syndicalisme de résistance

Cet entretien a été réalisé cet été avec un dirigeant de l'Union Nationale des Travailleurs Salvadoriens (UNTS). Fondée en 86, l'UNTS, proche du FMLN¹, est la deuxième centrale syndicale du pays. Elle confédère six centrales syndicales sectorielles : agriculture (26 organisations), entreprises privées(11), entreprises d'état(17), secteur étudiant(5), mouvements de femmes(7), secteur humanitaire santé(3). Depuis le 1er mai 1990 a été mise en place une inter-syndicale nationale (IG). L'IG regroupe toutes les tendances dans le pays de la droite à l'extrême gauche. L'UNTS participe aussi au «Comité permanent pour le débat national pour la paix» au côté de la coordination des églises (dont le chef des baptistes salvadoriens est le représentants), des petits entrepreneurs, du mouvement social dans son entier, de l'Université Centraméricaine, de l'Université Salvadorienne (seule université publique). Depuis cet entretien, les assassinats continuent, même si l'armée reste dorénavant dans ses casernes. Les distributions des terres ont continué, puis se sont arrêtées faute d'argent de l'ONU. Quand à la grande entreprise privée, elle s'est soumise et participe au Forum de paix...

1. Front Farabundo Marti de libération nationale

Chômage, salaires: comment se passent les mobilisations sur ce thème ?

Le taux de chômage au Salvador est considérable: 72% de la population, dont 35% sans emploi et 37% au chômage total. C'est très lourd pour le pays, et le mouvement social prépare des propositions pour montrer qu'il est une des forces motrices du pays. Il y a plus de gens qui travaillent dans le secteur informel, dont des enfants de 10 à 15 ans, que dans l'industrie.

Nous avons commencé à discuter avec le gouvernement, mais beaucoup de travailleurs du gouvernement, des ministères ou de groupes autonomes

comme l'électricité et la compagnie des eaux, commencent à avoir des problèmes sérieux de licenciement. Pour faire pression il y a eu une journée de protestation générale, les 13 et 14 juillet 1992. Auparavant il y avait eu les grèves des instituteurs, et de nombreuses grèves de solidarité avec les instits. Le gouvernement n'a pas remboursé les journées de grèves. Nous avons alors fait une erreur, nous avons parlé de grève générale alors que de nombreux travailleurs n'ont pas les conditions de la faire. Nous aurions du alors parler de grève nationale. Il y a eu plutôt des actes de désobéissance civile. Si le gouvernement ne répondait pas aux demandes des tra-

vailleurs, il y aurait une explosion sociale dans le pays.

Nous demandons une augmentation générale des salaires privés et publics, nous refusons les retraits sur salaire. Il faut voir aussi les conflits dans les entreprises privées comme ADOC la compagnie qui produit des chaussures (entre autre celles de l'armée, elle est dirigée par un militaire retraité, ndla trad.). Et il y en a d'autres. Ensuite il faut voir les conflits spécifiques dans chacun des ministères et dans les groupes autonomes et semi autonomes (santé, éducation).

Par exemple nous allons discuter avec l'association des transporteurs. Lors de la journée de la protestation nationale, 50% des transporteurs ont cessé le travail pendant quatre heures. Mais ils ont leur propre lutte, le patronat veut augmenter le tarif des bus. Il y a une contradiction entre nous, le mouvement social et les transporteurs, bien que tous nous ayons besoin les uns des autres, nous sommes contre le fait d'augmenter les tarifs de bus, parce que cela va plus affecter le porte monnaie des travailleurs que la mise en place de la TVA. Mais si eux n'augmentent pas, ils vont faire faillite. Et c'est ce que veut la grande entreprise, parce qu'elle veut revenir au système ancien d'une grande société de bus nationaux et urbains, pour mieux contrôler. Donc s'ils n'augmentent pas les billets, ils font faillite, et s'ils l'augmentent, ils sont exposés aux réactions et aux protestation de la population et à des problèmes.

Quels sont les autres thèmes sur lesquels vous intervenez ?

Nous appuyons en tant que syndicat le mouvement écologiste. Notre thèse est que si nous ne faisons pas attention à l'écologie, nous allons à l'encontre de nos propres vies. Il y a eu des informations provenant de Greenpeace pour

affirmer qu'il y a eu des décharges de produits toxiques que le gouvernement n'avait jamais déclarées. Les gens maintenant disent : «ah je sais pourquoi j'ai si mal à la tête...». Autre exemple, ici à San Salvador, une hacienda veut reprendre un bois de caféiers à une coopérative de café. Le gouvernement cherche à urbaniser le bois, l'ancien propriétaire de cette terre a intérêt à urbaniser parce que ça va lui rapporter plus que le bois. Notre lutte en premier, c'est pour que la terre ne soit pas reprise aux paysans qui occupent cette terre, cette terre de la coopérative qui a été déclarée patrimoine de l'Etat. Mais aussi il ne faut pas couper ce bois, ces arbres ici à San Salvador sont notre poumon.

Comment considérez-vous l'évolution actuelle du processus de paix?

Il faut voir tout ceci jusqu'aux échéances de 94, puisqu'il va y avoir des élections, au sein de la stratégie d'ARENA, (parti représentant les intérêts des grands industriels). Le gouvernement a son propre plan: il veut désarmer le FMLN, puis faire échouer tout le mouvement social, le FMLN et toute la gauche politique à travers les élections de 94. Mais nous considérons qu'ils n'arriveront pas à détruire le mouvement social.

L'objectif du gouvernement et des forces armées est de créer la terreur à la base, notamment par des assassinats de cadres intermédiaires des syndicats de l'UNTS. De plus ils n'ont pas pu donner de vraies réponses dans l'accomplissement des accords, il y a 56 points qui sont en retard par rapport au calendrier des négociations (ceci avait lieu le 20 Août 1992). Le mouvement social est obligé de lutter pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il respecte les accords. Nous essayons de combiner la confrontation sociale sur des propositions avec des protestations civiques nationales. ARENA voudrait bien nous voir répondre par la violence à l'assassinat de syndicalistes: descendre dans la rue pour brûler des bus, lancer des cocktails molotov, etc, pour nous user en utilisant tous nos outils de lutte. Dans le temps nous avons utilisé ces méthodes pour combattre les forces anti-émeutes. Le gouvernement aimerait bien que les

syndicats descendent se battre dans les rues pour pouvoir justifier le fait que la démilitarisation n'a pas lieu d'être.

Comme le communisme est tombé à l'Est, ils ne peuvent plus avoir le même drapeau pour combattre le mouvement social salvadorien (la peur du communisme) donc aujourd'hui ils utilisent la drogue et la délinquance. Nous avons donné des consignes pour ne pas nous exposer inutilement, comme ne pas aller boire le soir dans des bistrot après 9 heures... Ils ont pris un ami syndicaliste dans les quartiers chics de San Salvador et ils l'ont flingué.

Ailleurs, par exemple à Santa Ana, ils ont carrément sorti des gens de leurs maisons. Mais on peut dire de ne pas se promener la nuit dans les bars, mais pas de ne plus vivre chez soi. Il faut aussi faire attention dans la rue, parce qu'ils peuvent faire semblant d'être de «vulgaires» voleurs, attaquer pour une montre de rien du tout. Si je sors une arme, les témoins diront que j'ai voulu me défendre et que le voleur m'a abattu. C'est de la simulation pour ne pas dire qu'il y a des attentats politiques.

En même temps que le gouvernement et les forces armées essayent de justifier de garder les forces armées et des corps de sécurité, ils font pression pour que le FMLN se démobilise le plus vite possible et soit complètement désarmé le 31 octobre. Mais plus vite le Front aura désarmé plus vite sera mis en l'air le mouvement social. On ne se retrouverait qu'en présence d'une confrontation politique avec la Convergence Démocratique (CD) et le FMLN et non plus avec deux fronts de lutte, social et politique.

Lorsque le FMLN a désarmé ses premiers 20% de combattants, beaucoup de gens ont donné leurs armes et se sont intégrés à la vie civile. Mais ils reviennent dans les concentrations de combattants parce que le paradis qu'on leur avait promis n'est pas là. Et il y a une grande frustration. Comme il n'y a aucune des promesses qui n'a été accompli (terres, formations...), le FMLN a gelé la démobilisation des autres 20% prévus. Puisque les premiers n'ont rien

reçu comment les autres auraient-ils quelque chose?

Comment se situe la grande entreprise privée face au processus de paix? Participe-t-elle au Forum Economique et social?

Au plan économique elle veut concrétiser son projet néo-libéral, ici dans ce pays sous développé. Elle refuse donc d'entrer dans le Forum parce qu'elle dit qu'elle ne donnera pas plus qu'elle a déjà donné. Il s'agit donc de faire pression pour que l'entreprise privée entre dans le Forum. Pour l'instant il n'y a pas d'avancées, c'est donc Christiani (Président de la République) qui représente la grande entreprise privée. Mais en fait ils ont court-circuité Christiani en le laissant seul (donc il ne peut rien promettre ou faire avancer). Par contre les petits entrepreneurs sont présents. Aujourd'hui nous nous rendons compte que la grande entreprise privée n'est toujours pas entrée dans le Forum parce qu'elle attendait les résultats du plan de terreur et de répressions (assassinats, intimidations) qu'elle organisait contre nos bases.

Nous sommes passés d'une confrontation militaire dans le pays à une confrontation de type politique et social. Nous vérifions maintenant aussi que le plan de terreur va s'accroître. Comment éviter qu'il y ait des morts? Certains camarades pensent que le cessez le feu est un danger, parce que les forces armées nous provoquent en abattant une partie de la base politique du FMLN, en sabotant le processus pour nous désespérer. De plus ils n'ont pas donné de terres dans les zones de conflits, ils mettent un tamis dans la sélection pour la PNC (police nationale en cours de formation), l'entreprise privée n'entre pas dans le Forum. L'armée commence à trouver les arsenaux du FMLN, ils continuent à arrêter des gens du Front parce qu'ils sont du Front. Il recommence à y avoir des barrages pour les contrôles de papiers pour la conscription. Ils descendent des gens des bus, ils contrôlent leurs papiers. Certains donc pensent que le processus va échouer, d'autres disent que le cessez le feu va être prolongé.

Comment s'inscrit l'UNTS dans les élections ?

La population a un esprit électoraliste. Pendant la guerre, il y a eu des élections et le FMLN n'en a pas assez tenu compte, il a rejeté le parlementarisme, ce qu'il regrette aujourd'hui... Ainsi, il y a des présidentielles prévues en 94: la question est d'avoir le plus de voix possibles, tout en sachant que la victoire est particulièrement illusoire. En 94, l'objectif de l'UNTS est de présenter des candidats.

Comment se passe la bataille pour la terre ?

Un premier aspect est l'obtention de crédit pour les coopérateurs. Il y a plus de mille coopératives qui ont besoin de crédits de plus de 6 000 colons (monnaie nationale) par coopérative. Le gouvernement n'a proposé que 180 000 colons pour toutes soit 180 colons par coopérative. Finalement nous avons négocié pour un montant de 4 millions de colons, soit plus de la moitié de ce que demandaient les coopératives. Il y a beaucoup de coopératives qui ont de grosses dettes, notamment pour payer directement la terre. Aujourd'hui elles luttent pour que cette dette soit annulée. En plus il y a d'autres dettes vis à vis des banques que souvent elles ne peuvent pas rembourser, on leur fait payer les intérêts de la dette. C'est un problème général pour les paysans. L'autre problème par rapport à la propriété des terres, c'est que dans les accords, des terres doivent être remis aux combattants pour se réincorporer dans la vie normale. Vu le nombre d'occupations de terre qu'il y a eu dans les derniers temps avant le cessez-le-feu et en plus de ce qui s'est fait avec la réforme agraire de 1983, (172 coopératives), le mouvement social aujourd'hui devrait avoir 30% de la propriété des terres. Les 70% restantes qui sont les plus fertiles et les plus riches en café, c'est toujours la grande entreprise privée qui les gère. C'est un problème.

La position du FMLN consiste à dire: la terre appartient à qui la travaille. La guérilla était constituée de petits

agriculteurs et de journaliers (au chômage six mois par an), ce qui donnait une organisation offensive.

Comment fonctionne l'économie du Salvador ?

Les grands propriétaires essayent d'avoir la majorité des actions des banques de crédit. Par exemple Cristiani est l'un des plus grands propriétaires de terre, il possède l'une des plus grandes banques, la Banque de Développement Industriel et il est le plus grand actionnaire de la banque Cuscatlan. Et en tant que président de la République il peut donner son aval à tout ce qui va dans son sens.

Malgré la guerre la population a augmenté. Il y a plus de 21 000 KM, environ 5 500 000 habitants et plus d'un million hors du pays. L'économie du pays n'est pas soutenue grâce à ses exportations, mais par des flux financiers provenant des expatriés. Lorsqu'on envoie cent dollars de là-bas, ici, c'est le salaire minimum. Ça fait quatre milliards de dollars par an qui entrent dans le pays par ce biais et qui font fonctionner l'économie. Le reste est donné par le gouvernement des Etats-Unis. Il y a une contradiction au niveau de la production. Le pays importe plus qu'il n'exporte. Il est super endetté. Ce paquet envoyé par les gens qui travaillent aux Etats-Unis évite un processus d'inflation. Il permet de payer les intérêts de la dette.

Dans un contexte si tendu, arrivez-vous à avoir une vie interne ?

Il y a 10% de syndiqués dans le pays, 700 000 personnes dans la centrale de coordination (UNTS). Les syndicats agricoles sont anticonstitutionnels. Pour éviter cet écueil, il y a eu formation de coopératives mais les salaires y sont

faibles: 400 Colons soit près de deux fois moins que le salaire minimum en ville. L'autre problème est dans les secteurs électricité/téléphone qui appartiennent au domaine privé mais sont gérés par un ministère. Il y a des avantages sociaux mais aussi ambiguïté de direction...

L'UNTS dispose d'une école pour organiser le mouvement social et former les cadres pour la Police Nationale Civile (PNC). Nous donnons des cours d'anglais. Chaque syndicat, chaque branche a ses formations. Les cours sont donnés aux directions de chaque secteur qui forment leurs propres travailleurs. L'UNTS souhaite avoir sa propre radio (avec une aide belge), un studio audio-visuel et un secteur administratif qui aiderait à gérer l'UNTS. En ce moment il y a une consultation nationale pour renforcer l'UNTS. Nous rencontrons chaque secteur et nous prenons conscience des problèmes.

Quelles sont vos attentes par rapport aux syndicats internationaux ?

Le fonctionnement de l'UNTS est basé sur l'auto-gestion mais nous avons des besoins d'aides d'ordre matériel (couvertures, vêtement, ordinateurs, fax...) et de l'argent. Nous avons aussi besoin de l'aide de syndicats homologues pour développer une communication inter-branches: par exemple le syndicat britannique a sauvé beaucoup de militants syndicaux par les pressions politiques internationales et les campagnes de soutien aux prisonniers.

Entretien réalisé par Natacha, collaboratrice à la revue Volcan (mensuel d'information sur l'Amérique Centrale et les Caraïbes, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris).



**« Chaque jour un cortège
soulevait un drapeau gris » ...**

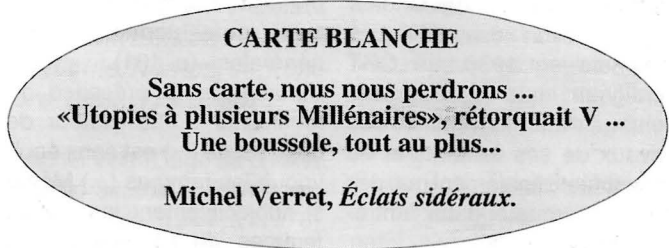
Michel Verret, *Éclats sidéraux*

Immigration, insertion et développement local, en Europe et dans le Bassin Méditerranéen.

Compte rendu de la Rencontre internationale tenue à Marseille en décembre 1991, 133 p., 50F.

«Les installés sont comme le dépôt de ces lames de fond incessantes qui ont jeté des millions d'étrangers sur cette rive de la Méditerranée» ... Dès l'ouverture de la Rencontre, Marius Apostolo (Président du GREC) en souligne l'actualité: faire élaborer et agir ensemble des représentants d'associations d'immigrés, des chercheurs, des enseignants, des animateurs, des professionnels.

Cette brochure foisonne d'analyses précises, d'expériences. Ainsi, Youcel Top, représentant de la Confédération syndicale Turque en Europe et membre de la Confédération européenne des syndicats (CES) résume comment 85 à 90% des Turcs qui sont retournés au pays pour y construire une petite entreprise ont abouti à un échec; mais à partir des années 80, ils ont cherché à réaliser leur petite entreprise en Allemagne même, où 30.000 «hommes d'affaires» turcs emploient 150.000 travailleurs. «La grande majorité des immigrés, environ 90%, ne retourneront plus en Turquie» (p. 51-52). Autre exemple, Tahar Eddam-Abbou, d'une entreprise de Marseille, explique comment «on peut apporter un système d'irrigation dans le sud algérien qui tienne compte de l'environnement, des connaissances, de l'hostilité du climat algérien»: ses associés et lui sont originaires de cette région et «cela leur faisait mal au coeur de voir l'écart se creuser entre le Sud et le Nord». Plusieurs femmes



racontent l'expérience de leurs associations ...

Dans l'intervention de clôture, Christian Bruschi, professeur de Droit à Lyon, souligne quelques traits nouveaux de la situation: «on approche les deux millions de binationaux en France et pour l'essentiel, à 85%, il s'agit de binationaux originaires du Maghreb»; «la logique du regroupement familial fait qu'on n'envoie plus ses revenus dans le pays d'origine»; par ailleurs, «on a inventé un patrimoine immobilier qui se dévalorise vite», qui «démonétise» ce que les immigrés croyaient «posséder» ... Il présente des perspectives. La nécessité de «la citoyenneté: c'est le gage que l'homme ne se définit pas par un passé ou par une origine, mais qu'il est capable avec d'autres de forger son avenir». Mais aussi, sur le plan pratique, «un grand projet: pour élargir leur horizon, il faudrait essayer d'organiser des stages alternés à l'échelle internationale, c'est-à-dire qu'une partie de la jeunesse d'ici puisse passer quatre ou six mois ailleurs, dans leur pays d'origine, et qu'une partie de la jeunesse des pays d'origine puisse venir ici pendant quatre ou six mois».

Une brochure à connaître et à faire connaître.

On peut la commander auprès du Groupement de Recherches d'échanges et de Communication (GREC), 127 avenue de Paris, 94300 Vincennes.

P. C-S.

Logiques d'Etats et immigrations

Jacqueline Costa-Lascoux et Patrick Weil (dir. de), éditions Kimé, 1992, 298 p., 150F.

Une mine d'informations et d'analyses, qui présente les situations de sept pays: Allemagne, Espagne, Etats-Unis, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni. A soi seul, ce serait une raison suffisante pour inciter à lire cet ouvrage. Jacqueline Costa-Lascoux, juriste et psychosociologue, auteur de *De l'immigré au citoyen* (La Documentation française, 1989), y fait aussi le point sur ce qui se déroule autour de l'accord de Schengen et de sa mise en application: «l'Europe des polices s'implante plus rapidement que celle de la citoyenneté» (p. 290). Elle montre l'urgence à y opposer le projet d'une citoyenneté permettant l'intégration des immigrés, «nécessairement multilatérale et pluridimensionnelle» (p. 293). Elle souhaiterait, à l'heure où «les modèles nationaux se délitent», «lorsque le pluralisme culturel oblige à redéfinir le bien commun», une redéfinition de la notion même du «contrat de citoyenneté»: «les communautarismes fermés sur eux-mêmes, les anathèmes, les inégalités voire les discriminations sexuelles ou religieuses, les totalitarismes domestiques ou nationaux devront être combattus» (p. 292). «Quelles seraient les obligations» interroge-t-elle, d'un tel «civisme européen» in-

cluant les immigrés extérieurs à l'Europe, non au sein d'une «culture uniforme et close, mais comme l'exploration de nouvelles formes d'expression et de participation, dans l'espace local ou au sein de l'union européenne»?

Développant une longue analyse critique des divers modèles de conceptualisation justifiant-légitimant les notions de nationalité et de citoyenneté, avec leurs systèmes de rejet et d'exclusion, Jean Leca (professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris) rappelle que «les clôtures et les exclusions intra-européennes ont été tout autant sinon plus conflictuelles que celles qui séparaient aujourd'hui européens et non européens» (p.14).

Il développe lui aussi l'idée d'un dépassement des contradictions actuelles, dont il craint qu'il ne soit jugé «futuriste»: «un nouveau modèle «européen» fondé sur la combinaison d'un pouvoir central «anational» avec des pouvoirs locaux ou sectoriels représentant en particulier des identités culturelles agissant comme des groupes d'intérêts pour obtenir de l'Etat-Providence supra-national ce que la solidarité nationale ne peut plus accorder (...) Le problème des «nouvelles immigrations» changerait de dimension à partir du moment où celles-ci ne seraient plus conçues comme s'insérant dans un espace communautaire national mais dans une superposition d'espaces» (p. 44-45).

Par de telles ouvertures comme par les éléments de comparaison internationale qu'il apporte, un précieux document de réflexion.

P. C-S

Dictionnaire des idées reçues en économie

sous la direction de Dominique Sicot (Syros/Alternatives, 1992)

Les idées reçues se révèlent souvent fausses ou pas tout à fait justes quand on les regarde de plus près. Les militants syndicaux en savent quelque chose lorsqu'ils sont confrontés à tant de préjugés.

Ce dictionnaire, digne de Flaubert, ébranle quelques certitudes et fournit des arguments pour démonter ou nuancer quelques «idées reçues en économie». Une performance exceptionnelle: les auteurs ont réussi à développer leur analyse sur deux pages. De «vive le franc fort!» à «La France fait beaucoup pour le tiers monde», en passant par «il faut individualiser les salaires» (où la revue Collectif est citée), ce sont 95 affirmations de ce genre qui sont passées à la critique des spécialistes.

Simple et rapide à consulter, ce dictionnaire est indispensable pour renforcer notre culture économique.

René Seibel.

L'univers des élections professionnelle

par Dominique Andolfatto, Les Editions Ouvrières, 92.

Ce livre est une invitation au voyage dans l'univers complexe des élections professionnelles. Prud'hommes, délégués du personnel, comités d'entreprise, conseils d'administration de la Sécurité Sociale sont étudiés avec intérêt. L'auteur remonte à leurs origines et décrit leur développement. Tout d'abord, les élections professionnelles se sont imposées généralement comme «un moyen de régulariser les relations entre le patronat et le salariat». C'est le

patronat qui était demandeur de l'élection des délégués ouvriers en 1936. La CGT craignait «que les délégués élus ne s'affirment comme des rivaux de ses militants et ne constituent finalement que des relais patronaux dans l'entreprise.».

Ensuite, l'auteur observe l'évolution du comportement des électeurs et, plus globalement, l'évolution des audiences syndicales. Les élections professionnelles consacrent le pluralisme syndical et leur conception politique. Les résultats traduisent en particulier le déclin de la CGT, la montée de l'abstention et la progression des listes d'élus non syndiqués, comme le confirment les résultats des dernières élections.

De fait, un nouveau défi est posé aujourd'hui aux organisations syndicales. Ce livre a le mérite de contribuer à ce débat.

René Seibel.

Nouvel individualisme et solidarité quotidienne

RAINER ZOLL, trad. de l'allemand, éditions Kimé, 1992, 185 pages.

Rainer Zoll propose une analyse des nouveaux comportements chez les jeunes, et une démarche pour l'étude des mutations socio-culturelles, une synthèse d'enquêtes réalisées en Amérique du Nord comme en Europe, complétée par des entretiens approfondis.

Selon lui, loin de négliger le travail, les jeunes en attendent leur réalisation personnelle. «L'expression «Pas comme nos parents !» signifie ici garder une ouverture sur l'avenir, ne pas se cantonner à un seul métier et à une certaine évolution, mais être prêt à embrasser d'autres carrières et ad-

mettre de nouvelles évolutions tant professionnelles que générales» (p. 131).

Il analyse la présence du féminisme : «Le moteur de cette étape (...) est sans équivoque les femmes (...) Même si subjectivement les jeunes femmes de l'échantillon de l'enquête prennent des distances par rapport au mouvement féministe (...) le but principal de ce mouvement est avant tout l'abolition de l'unilatéralité de fait que présente l'ancien modèle de la famille» (p. 112). Il montre aussi la contradiction qui assaille l'Etat : «Tandis que l'individualisme de la première bourgeoisie ne lui attribuait qu'un rôle de veilleur de nuit (...) l'individualisme actuel délègue à l'Etat une responsabilité beaucoup plus étendue (...) les nouveaux individualistes aspirent à la sécurité et à la liberté en tant que dimensions de la vie qu'ils recherchent» (p. 168).

Au sujet du syndicalisme, que Rainer Zoll connaît bien, il avance une réflexion qui appelle notre attention. «La solidarité ouvrière cherchait à remplacer le principe de concurrence par la solidarité, mais elle succombait à trop de restrictions et de limitations. Son fondement était la prise de conscience rationnelle des ouvriers salariés du fait qu'ils ne pouvaient subsister au sein de la concurrence qu'en limitant la concurrence entre eux.

Or la solidarité ouvrière restait liée à la concurrence. La solidarité quotidienne naît donc des décombres de la solidarité ouvrière. Elle est en quelque sorte son enfant, car sans les espoirs éveillés par la solidarité ouvrière, sans l'idéal qu'elle avait tracé, la solidarité quotidienne n'aurait sans doute jamais vu le jour. Son but est l'abolition de la concurrence, mais celle-ci n'est plus son

fondement (...) Elle tend donc à faire disparaître les limitations qui étaient inhérentes à la solidarité ouvrière (...) Si un renouvellement du mouvement syndical devait se produire, celui-ci partirait des nouveaux individualistes, des minorités syndicales, des femmes, des employés et des jeunes et trouverait son expression dans une pensée et une action solidaire dans la vie de tous les jours, c'est-à-dire à la fois dans la vie privée, dans le quartier et dans l'entreprise. Elle dépassera les frontières entre groupes sociaux et aussi entre les syndicats en tant que mouvements sociaux anciens et les mouvements sociaux nouveaux. De nombreuses ébauches de ce mouvement existent déjà» (p. 153-154).

Tout en consacrant son livre aux potentialités présentes chez les jeunes, Rainer Zoll n'ignore pas «ceux qui reculent», effrayés par les aspirations à l'autonomie, vers la drogue, les sectes, les groupes d'extrême droite (1); il signale aussi les différences de comportements entre ouvriers, employés, peu ou très qualifiés (p. 90-98), hommes, femmes (p. 98-101).

Il est frappant de constater comment des intellectuels liés au syndicalisme allemand expriment un besoin de renouvellement de ses formes de socialisation dans des termes proches des analyses faites en France auprès de non syndiqués ou d'ex-syndiqués : par-delà des structures massives, qui l'ont stabilisé plus longtemps, ce mouvement ouvrier est confronté aux mêmes interrogations (2).

En effet, sans fermer les yeux devant le paysage brouillé des mutations socio-culturelles, Rainer Zoll refuse la thèse qui présente notre époque comme post-moderne, déjà structurée

au-delà des questions du monde du travail : «l'évolution vers la post-modernité est possible, mais elle devrait posséder au moins les caractéristiques suivantes : un système ayant vaincu la pénurie d'aliments et de ressources, démilitarisé, sa technologie serait humanisée et une autre caractéristique serait une participation démocratique des humains à des niveaux multiples».

P C-S

1- Un article de Rainer Zoll analysant les causes des agressions racistes en Allemagne («Exclusion, culpabilisation et partage») paraît dans le N°1 de Science(s) Politique(s), revue du département de sciences politiques de l'Université Paris 8, Saint-Denis, éditions Kimé, février 1992.

2- Danièle Linhart & Anna Malan : Voyage au pays des 18-25 ans : fin de siècle, début de vie; éd. Syros, 1990 (à partir de monographies réalisées dans quatre entreprises, SNCF, RATP, une banque et une PME). Compte rendu dans «COLLECTIF».

Jacques Capdevielle, Hélène Meynaud, René Mouriaux : Petits boulots et grand marché européen. Le travail démobilité. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990 (à partir d'un double échantillon en France, 700 jeunes au travail de 16 à 27 ans et 800 personnes représentatives des ouvriers de 18 à 60 ans, et d'une comparaison avec une enquête auprès de 7.000 jeunes de la C.E.E.). Compte rendu dans «COLLECTIF».

Peter Glotz : La société des deux-tiers, exposé diffusé par la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM), 1986.

Débat entre Peter Glotz, Tilman Fichter et André Gorz : La plus grande liberté possible, Temps Modernes, oct. 1986.

Michel VERRET : Éclats sidéraux, Editions du Petit Véhicule, Nantes, septembre 1992, 173 p. 90F.

Michel Verret, âgé de 65 ans, a milité 34 ans au Parti Communiste (de 1944 à 1978), enseigné 14 ans la philosophie au lycée, 20 ans la sociologie à l'Université, dirigé 15 ans un laboratoire de recherches sociologiques sur la classe ouvrière (LERSCO). Ces renseignements sobres sont donnés par la quatrième de couverture. Il nous y faut ajouter deux ou trois commentaires.

Sur les analyses de Michel Verret, militant communiste critique : il publiait, dès 1963, dans La Nouvelle Critique (une revue des intellectuels du PCF) des articles soumettant le stalinisme à une grille d'analyse marxiste. Souvenir : ce n'était pas si courant ...

Sur l'oeuvre de Michel Verret, sociologue : certainement l'une des plus enrichissantes, pour qui veut réfléchir sur la réalité de la classe ouvrière, par son

souci d'appréhender une réalité de l'exploitation et de ses mécanismes qui restitue aussi les espaces rendant possibles, même déformées, des prises de conscience.

Sur ce livre «Éclats sidéraux» : le monde sur lequel il avait parié s'effondre, pas seulement celui du PCF et ses semblables, au sein duquel il resta des années durant surtout «pour le peuple qui s'y trouve encore» (entretien à Espace-Temps n°49-50, p. 100); il a la vitalité, la rigueur, l'honnêteté d'ouvrir les yeux sur ces ruines, de rire de certaines idées fausses qui lui furent chères, de présenter quelques chemins, «l'avenir repensé».

Sur la difficulté à lire un texte poétique : pour en montrer le caractère stimulant, nous vous en offrons quelques extraits dans ce numéro de «Collectif». Il se compose, certes, d'éclats : réflexions, citations empruntées à tel ou tel et méditées. N'est-ce pas le rythme, bien souvent, de nos propres pensées ?

Que dire de plus?

Lisez Michel Verret. Ce livre-ci, Editions du Petit Véhicule, 7 rue Henri Cochand, 44000 Nantes. Mais aussi les précédents, notamment : *L'espace ouvrier* (en collaboration avec Joseph Creusen), Paris, A. Colin, 1979 (épuisé); *Le travail ouvrier* (en collaboration avec Paul Nugues), A. Colin, 1982; *La culture ouvrière* (avec la collaboration de Joseph Creusen), Editions l'Albaron, Thonon les bains, Présence du livre, 1988.

Pourquoi de telles petites maisons d'édition, lui demande-t-on ? Refus des grandes maisons, «censure de ce qui devenait importun, impertinent, mal élevé bientôt, qu'on parle encore d'ouvriers, quand on sait qu'il n'y en a plus. De classe ouvrière, quand toutes les classes sont moyennes. Et encore de culture de cette classe là autrement qu'en culture de manque des autres cultures ...» (Espace-Temps, p. 103).

Pierre Cours-Salies

«HEUREUX LES SYSTEMATIQUES»

Systeme ? «ce qui reste d'une réalité quand un systématique est passé par là».

Beaucoup de systématiques étaient malheureusement passés par là...

«Tout système permet à tout individu d'intelligence moyenne de se transformer rapidement en imbécile».

Malheureusement le système avait transformé beaucoup d'individus...

«L'esprit de système produit des violents sans armées»

Malheureusement, ceux là avaient eu des armées

Michel Verret, *Éclats sidéraux*

LES TROIS MAMELLES DE L'ENTREPRENEUR A propos du film *Riens du tout*

Management, Marketing et Communication sont les trois mamelles de la modernité entrepreneuriale, l'élixir de jeunesse de ces managers-samouraïs lancés dans une guerre commerciale titanesque par multinationales interposées, qui terrorisent le monde de la troisième dimension, guerriers cependant momifiés dans une structure pyramidale de pouvoir où ils exercent un règne sans partage. Ils ne veulent ni partager ni associer les "hommes" et les "femmes" de leur entreprise aux prises de décisions. Ils en ont peur ! Tellement, qu'ils cherchent en permanence à les séduire, jusqu'à utiliser les tours de passe-passe magiques de nombreux gourous douteux. Ceux-ci prétendent, grâce à une manipulation "scientifique" des "synergies" en un "effort commun" (le : "nous sommes tous dans la même galère...", peut-être, mais pas à la même place !), pour aboutir à la victoire totale de l'entreprise sur ses concurrents, tout en neutralisant les éléments subversifs : médecins et inspecteurs du travail, assistances sociales et surtout organisations syndicales, tout ce qui peut représenter une entrave pour la marche triomphale vers la réussite, dans un monde monopolitaire.

Alors aujourd'hui on ne dirige plus, on manage, on n'est plus une direction du personnel, on devient une direction des relations et des ressources humaines, on ne donne pas des ordres, on communique, on ne vend pas, on markete. "Le management consiste à produire de la médiation entre les exigences du profit et les intérêts du personnel et à trouver des compromis entre les logiques financière, commerciale, technologique, administrative et juridique qui traversent l'organisation... Ces pratiques de gestion

sont sous-tendues par la production d'un discours qui véhicule un ensemble de représentations, d'images, de valeurs. Le management propose une culture d'entreprise, c'est à dire une plate-forme commune fondée sur des valeurs clefs, une éthique, une philosophie..." ("Le coût de l'excellence", Nicole Aubert et Vincent de Gaulejac, Eds du Seuil).

Quand le parti actuellement au pouvoir désigne l'entreprise et son "créateur" l'entrepreneur à l'ensemble de la société comme représentation symbolique de son projet politique et social, pourquoi s'étonner alors de leur rayonnement dans toutes les sphères de la société ? Le feu vert est donné, ainsi, non seulement à toutes les renonciations mais aussi à toutes les confusions. Le politique, au nom de la crise, s'incline et laisse la barre à l'entreprise, celle-ci donne le "la". Le management a parfois des relents fascisants lorsqu'il essaie -à travers les divers stages mis en place pour l'encadrement : jeux de rôles, grilles "d'auto-évaluation", déclinaison de principes du style : les cinq critères de la fabrication des champions, les six états du Moi- de réduire la complexité de la psychologie humaine à des recettes de manipulations comportementales, à l'édition de règles pavloviennes. Peu sont les intellectuels qui le dénoncent (lire à ce propos : "Le mythe de l'entreprise" de J-P Le Goff aux éditions La découverte/essais).

La machine à décerveler du Père Ubu a encore de beaux jours devant elle. C'est ainsi qu'aujourd'hui les médias peuvent titrer "La crise de management de la CFDT" ou commenter les dernières élections prud'homales de cette manière " les cégétistes auront néanmoins vu leur "part de

marché" passer de 42% à 33%" (*Le Monde* du 11 décembre sous le titre sans complexe : Déclin de la CGT et légère progression de la CFDT).

Le film de Cédric Klapisch "Riens du tout" fait un peu le point sur tout cela de manière à en rire. Et rire c'est déjà prendre une distance critique. Il sait de quoi il parle, car il a tourné beaucoup de films d'entreprise et s'est ainsi trouvé confronté aux "saigneurs" des "relations humaines". Dans "Riens du tout", tout y est. La psychologue du recrutement, le chef marketing, le directeur managérial new look, le conseil d'administration dans son rôle de méchant, les employés -pour l'essentiel des femmes qui pensent plus à leurs amours qu'à leur rayon- et même un immigré de service. Ceci expliquant cela, dans un secteur très "féminisé" comme l'est le commerce, l'absence de syndicats et un comité d'entreprise aux couleurs de... l'entreprise, un paternalisme vieillot n'ont rien de surprenant.

Le cinéma français est si peu préoccupé de social qu'un tel film, malgré ses imperfections, fait du bien là où l'on désespère. Mais la critique sociale s'arrête devant la gentillesse et la sincérité de celui qui veut transformer le magasin -rôle interprété brillamment par Fabrice Lucchini- tant et si bien qu'il emporte l'adhésion de son personnel que la perspective de licenciements, il est vrai, entraîne à se resserrer autour de celui qui veut sauver l'entreprise, donc leurs emplois. Ils la sauvent ensemble mais ... la fin est à découvrir !

On est loin du discours maoïste de "Coup pour coup", autre film atypique du cinéma français, réalisé par Karmitz, aujourd'hui reconverti en produc-

teur grâce au capital d'une riche héritière. Les ouvrières occupant leur usine voulaient alors au nom du peuple pendre leur patron. C'était du temps de la liquidation de la bonneterie, du textile, dans l'est et le nord de la France. Vingt ans après, les employés d'un grand magasin forment une chorale pour honorer leur directeur qui a su si bien moderniser, mais en vain, leur entreprise et leur ... comportement.

Autres temps, autres moeurs... Il y a là encore une certaine caricature du salariat, à laquelle le cinéma ne peut échapper quand il veut traiter d'un milieu social qu'il ne connaît pas. Il lui est difficile de bâtir des fictions à partir de ces vies là. Le cinéma italien en a parlé et comment ! Les jeunes cinéastes anglais ne cessent de les mettre en scène -voir l'excellent *Riff Raff* de Ken Loach). En France cela reste du domaine du documentaire et encore !

Management, Marketing, Communication étaient les trois mamelles du nouveau "compromis" social et visaient à remplacer le "compromis fordien" ou la "participation gaullienne", c'est à dire : une certaine garantie des emplois et des salaires contre une augmentation constante de la productivité. Quelle est la valeur de ce "compromis" aujourd'hui ? Toutes les couches sociales, tous les secteurs de l'industrie, du tertiaire, de l'agriculture de pointe ou non sont touchés par les licenciements et la baisse des revenus. Comme le montre quand même le film vers sa fin, en mettant l'accent sur les agissements du conseil d'administration, sous la poudre de perlimpinpin la logique "sauvage" du capitalisme ne cesse d'oeuvrer.

Danielle Riva.

COURRIER DES LECTEURS

«Je ne renouvellerai pas mon abonnement à *Collectif*. Je ne prétexterai pas des problèmes financiers. Il s'agit d'une divergence. Je suis militant de l'Ecole Emancipée depuis 1974 (...) Je trouve extrêmement importante l'idée de rassembler et de faire débattre tous ceux qui se posent des questions sur la crise du syndicalisme ou qui ont entrepris de le reconstruire. (...) C'est sur votre couverture de l'éclatement de la FEN que je diverge. A travers cette crise, se posent les questions fondamentales que vous traitez: quel syndicalisme voulons-nous? Avec quelles structures? Quelle vie démocratique? Quels objectifs?»

J'ai trouvé d'entrée plutôt bizarre la venue des dirigeants d'Unité et Action à *Collectif*. Le syndicalisme qu'ils pratiquent dans les structures qu'ils contrôlent est tellement contradictoire avec celui que vous prônez! (...) Les responsabilités des dirigeants de la FEN dans la scission actuelle sont certes écrasantes notamment par les méthodes utilisées pour conserver leur appareil. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ne sont pas les seuls responsables et c'est aussi qu'Unité et Action ne paraît pas porteur du fédéralisme pluraliste, unitaire et combatif auquel nous aspirons. (...) Le fédéralisme qu'ils nous préparent va ressembler à un cartel de syndicats souverains avec un gros SNES au milieu. Rien à voir avec la rénovation que nous appelons de nos vœux. Je regrette que *Collectif* ait apporté sa modeste contribution pour faire de l'EE l'auxiliaire de cette stratégie sans issue. Je pense que pour l'EE,

une autre voie était possible pour empêcher la scission. Et pour *Collectif* une couverture plus objective de cette crise l'était aussi».

Pierre Stambul
(20.11.92)

«J'ai attentivement lu le numéro d'octobre et voici quelques réflexions:

Sur la question de la réunification syndicale, au débat actuel, je partage plutôt le point de vue de SUD-PTT qui met en avant la question des objectifs et de l'unité d'action, que celui exposé en particulier par Michel Pernet qui à mon avis discourt de façon irréaliste sur «une grande confédération».

En effet, sur quoi se fondent les stratégies syndicales actuelles et sur quoi s'est dé faite la FEN: sur l'appréciation de la quantité de grain à moudre, compte tenu de la période et sur les moyens d'obtenir «quelque chose» compte tenu de la faiblesse supposée du mouvement social. Syndicalisme d'accompagnement et jusqu'où?, syndicalisme contestataire et (ou) révolutionnaire et jusqu'où?

Tout passe par là et traverse chaque organisation. Personnellement retraité et CFDT, je milite dans mon organisation contre Maastricht, contre les compromis genre UNEDIC, contre les CES et dans le même temps j'appuie la position de mon organisation sur une relance de l'économie par l'aide à la construction de logements, etc...

Ce qu'il faut, c'est pousser aux intersyndicales sur des sujets précis qui donnent confiance aux acteurs essentiels que sont les travailleurs... et

les sans emplois. A ce sujet, la plate-forme de Claire Villiers serait à prendre en compte.

Très intéressant l'article «Des syndicats face à la mafia», je vais le communiquer à une organisation qui lutte contre la drogue et le prostitution: le CRI. Savez-vous que cela risque de devenir un des problèmes majeurs de nos sociétés. Regardez ce qui se passe en ex-URSS!

L'article «l'air du temps» sur «les routiers au tournant» m'a amené à une question: comment le syndicalisme peut-il prendre en compte des problèmes de société tels que la question des transports, des déchets, de la reconversion des industries d'armement (pour ne citer que ceux-là).

Aujourd'hui, je ne prendrai que la question des transports. Pour divers motifs (mobilité, flexibilité, mais surtout financiers) la route a écrasé le rail (cf «l'enquête au coeur» sur les cheminots européens) et la voie d'eau. La civilisation routière envahit les villes et les asphyxie à tous les points de vue (encombrement, bruit, pollution, CO₂,...) Ne serait-il pas urgent de faire un dossier sur la question des transports, d'aborder toutes les dimensions du problème (l'article «l'air du temps» n'abordant qu'une seule question!)?»

Claude Goislot
(9.11.92)

«J'ai reçu avec le dernier numéro de *Collectif*, un appel à un réabonnement. Je ne sais pas encore si j'y tiens vraiment.

Depuis plus de 2 ans, la démarche pour un mouvement syndical et une dynamique m'a plu. Le rassemblement de 1991

m'avait laissé sur ma faim.

L'impréparation, voire la «clandestinité» de celui de 1992 me l'ont fait rater pour cause d'erreur de lieu mais des collègues du groupe ont été très déçus (voire désespérés). En effet, il me semble manquer le principal, l'envie d'être un **mouvement**, c'est à dire non pas un cercle fermé de réflexion, mais un «lieu» d'entraide et d'activité. Ce qui explique sans doute ce qui ne me convient plus dans la revue: une revue spectatrice, commentatrice ou d'analyse «de fond» mais peu ou pas ancrée et reliée à la pratique de tous ces militants de base qui voudraient **agir pour le mouvement et la dynamique unitaire**.

Par exemple, dans le n° 16 de *Collectif*, il y a un article sur la grève de Caterpillar qui se contente de commenter la grève et les conséquences de l'échec comme devant peser sur les négociations futures et rendant plus difficiles la «résistance». Dans le n° de mai de *Labor Notes*, il y avait eu une analyse de la même grève mais cet article expliquait clairement les responsabilités de la direction de l'UAW, les raisons «politiques», le «productions américain» et ses conséquences anti-ouvrières mais aussi la nécessité, la possibilité de changer par la base le syndicat. Cette voie a amené TDV dans les Teamsters à une victoire impressionnante en octobre 1991 avec l'évacuation de la direction «maffieuse». Il n'y a pas que la «résistance», il y a aussi tout ce qui change chaque jour et donne des raisons d'espérer.

Michel Bousquet

LE TEMPS DE TRAVAIL VU D'AILLEURS

Comme nous l'indiquions dans le précédent Collectif, un petit réseau international de revues syndicales s'est mis en place en juin 1992. Ce réseau favorisera notamment la participation de syndicalistes de divers pays d'Europe à la prochaine rencontre nationale des lecteurs de Collectif (les 15 et 16 mai). Cela permet aussi la circulation de courts articles d'une revue à l'autre. Voici, à titre d'information, le petit bilan que tirent Solidariteit (Pays-Bas) et Labor Notes (USA), en matière de réduction du temps de travail dans ces deux pays.

LES DÉGÂTS DE LA COMPÉTITION

En moyenne, les travailleurs américains ont passé au travail l'équivalent d'un mois supplémentaire en 1987, par rapport à 1969. La durée hebdomadaire a augmenté, tandis que le nombre de jours de congé diminuait. En même temps, près de 10 millions de personnes sont reconnues sans emploi. Et un autre million (ou davantage) a renoncé à chercher du travail, tandis que 7 millions de travailleurs sont cantonnés dans le temps partiel. Ces pertes d'emplois sont une des causes du déclin des effectifs syndicaux aux USA : ceux-ci ne représentent plus que 12% des salariés du privé. Les syndicats ont donc moins de pouvoir et moins d'influence, ce qui explique que les salaires réels soient à présent inférieurs à leur niveau de 1973.

La réduction de la semaine de travail fournirait aux travailleurs un précieux moyen de réguler les niveaux d'emploi et de salaire. Mais la bureaucratie syndicale US rejette l'idée même d'une bataille sur ce terrain, abandonné en fait depuis la Seconde Guerre mondiale, malgré un bref regain de popularisation dans les années 70. Depuis plus de dix ans, les leaders syndicaux ont, à de rares exceptions près, accru leur dépendance vis-à-vis du capital, leur coopération avec les dirigeants d'entreprise, et leur participation aux efforts de compétitivité. Résultat : ces leaders font écho au point de vue des hommes d'affaires, selon lesquels une réduction du temps de travail mettrait les entreprises américaines en moins bonne posture dans la compétition avec les firmes d'outre-atlantique (*c'est-à-dire les nôtres, en Europe, ndlr*).

Des mouvements de réforme, comme les "Teamsters (*chauffeurs routiers*) pour un syndicalisme démocratique", et de nouveaux responsables dans les syndicats de l'automobile, plaident pour un moindre temps de travail. Mais ils ne contrôlent pas les orientations des syndicats ni leurs stratégies de négociation. Même là où ils ont gagné en influence (comme chez les Teamsters), l'initiative reste entre les mains du patronat. Des décennies de recul du mouvement ouvrier, sur ce sujet et bien d'autres, ne se rattraperont pas en un rien de temps. Une campagne concertée d'information à la base, et une lutte soutenue pour changer de direction syndicale, pour démocratiser et ouvrir nos organisations, sont des conditions nécessaires pour lancer vraiment la bataille du temps de travail.

Labor Notes, USA

UNE RÉDUCTION TROP LENTE

A lire les textes d'orientation des syndicats hollandais, on croirait assister à une offensive puissante et durable pour la réduction du temps de travail. En 1982 l'objectif était d'atteindre les 36 heures en 1986 et les 32 heures en 1990. En 1990 le but était devenu : les 35 heures en 1995. Aujourd'hui la moyenne réelle est entre 38 et 39 heures, 36 dans certaines branches, et 33,6 pour les postés en continu.

Les syndicalistes ont été offensifs sur ce sujet dans les années 80. Une réduction du temps de travail, forte, rapide, sans perte de salaire, et compensée par des embauches, semblait une réponse légitime au taux de chômage (7% en 83), et un moyen essentiel pour redistribuer le travail entre hommes et femmes. La participation des femmes aux emplois rémunérés était alors de 25% (près de 50% aujourd'hui).

Cette orientation et cette lutte ont échoué. La réduction a été trop faible, progressive, étalée sur plus d'un an, donc peu propice aux embauches. Elle s'est accompagnée d'une baisse de pouvoir d'achat, et d'une flexibilité accrue : par exemple, les salariés ne peuvent prendre leurs congés que lorsque la conjoncture n'est pas bonne pour l'entreprise.

Ces dernières années l'utilisation de la force collective de travail aux Pays-Bas a connu d'importantes transformations. Notre productivité du travail est une des plus élevées du monde, et près de 15% de la population active est entièrement ou partiellement dépourvue d'emploi. L'essentiel des emplois nouveaux est fait de travail "atypique" (flexible, à temps partiel, en sous-traitance, interim), surtout pour les femmes et les immigrants. En 75 15% de l'emploi total était à temps partiel (moins de 35 heures par semaine); en 1990 : 35%. Tous ces travailleurs (et les autres) ont en fait dû payer leur réduction de temps de travail.

La lutte pour réduire le temps de travail demeure importante et urgente : pour diminuer la charge de travail, créer des emplois, redistribuer le travail rémunéré et non rémunéré, améliorer la santé et la sécurité, et les conditions matérielles de travail, conquérir du temps de loisir, de formation et d'émancipation.

Solidariteit, Pays-Bas